



SOCIÉTÉ DE  
**CRIMINOLOGIE  
DU QUÉBEC**

*Au carrefour  
de la justice pénale*

**4-5-6**  
**OCTOBRE 2023**  
**CENTRE DES CONGRÈS  
DE VICTORIAVILLE**

**40<sup>e</sup>**  
**CONGRÈS**

**VIRAGE VIRTUEL**  
**LES NOUVELLES**  
**PRATIQUES DE**  
**LA JUSTICE**

# 40<sup>e</sup> CONGRÈS

3000

congressistes attendus provenant  
de milieux professionnels variés

80

présentateurs et plus, provenant  
notamment du domaine judiciaire,  
policier, communautaire  
et universitaire

40

sujets pertinents, d'actualité,  
présentés par des experts

4

conférences plénières

3

jours de réflexion, d'apprentissage,  
de réseautage et de plaisir!

1

table ronde sur le thème de la  
confiance des citoyens avec des  
journalistes et des spécialistes  
des médias sociaux

## ORGANISMES ATTENDUS

DPCP, Équijustice, Sûreté du Québec, Ministère de la Sécurité publique, Ministère de la Justice du Québec, Fondation Marie-Vincent, La Société John Howard du Québec, Université de Montréal, Université du Québec en Outaouais, Université Laval, École nationale d'administration publique, Université du Québec à Trois-Rivières, Université de Sherbrooke, Université McGill et bien plus!

MERCREDI OCTOBRE

## DÉROULEMENT DU CONGRÈS

À partir de 10 h

13 h à 13 h 15

13 h 15 à 14 h 45

### Inscriptions

#### Mot de la présidente de la SCQ

##### Marion Vacheret

Professeure titulaire, École de criminologie (Université de Montréal)  
et Chercheure, Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal

#### Conférence d'ouverture en plénière

##### Justice virtuelle : apports, limites et enjeux

La justice virtuelle propose une alternative à celle en personne. Les technologies permettraient une justice plus efficace et accessible. Or, au-delà de l'efficacité et de l'accessibilité, la justice virtuelle pose des défis, notamment en lien avec la communication non verbale, pouvant jouer sur l'issue du procès et, ultimement, la confiance du public à l'égard du système. Dans le cadre de cette présentation, M. Denault mobilisera la littérature scientifique sur la communication non verbale et l'évaluation de la crédibilité afin de mieux comprendre les défis de la justice virtuelle.

##### Vincent Denault

M. Vincent Denault est chercheur postdoctoral au Département de psychopédagogie et de psychologie du counseling de l'Université McGill. Il est titulaire d'un doctorat en communication (Université de Montréal, 2020) et d'une maîtrise en droit (Université du Québec à Montréal, 2015). Ses travaux portent principalement sur des enjeux liés à l'évaluation de la crédibilité, à la détection du mensonge et à la communication non verbale lors de procès.

M. Vincent Denault est également avocat et coroner.

##### La justice virtuelle au quotidien

Lors de cette présentation, le juge Godri fera un bref survol de l'utilisation de la technologie numérique en salle de cours. Il en exposera autant les avantages que les inconvénients en utilisant des exemples de cas vécus par lui et ses collègues. Il traitera également des limites imposées à cet égard par le Code Criminel.

##### Stéphane Godri

Durant sa carrière, le juge Godri fut nommé substitut du procureur général du Québec, procureur en chef-adjoint du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), procureur aux poursuites criminelles et pénales, juge à la Cour du Québec à la chambre criminelle et pénale pour le district de Longueuil et, depuis janvier 2023, juge au Palais de justice de Saint-Jean-Sur-Richelieu. Au cours de sa carrière d'avocat, il fut membre du conseil d'administration du CAVAC de l'Outaouais et de la Montérégie, il a été membre de plusieurs tables de concertation, notamment en matière de maltraitance et d'abus sexuel envers les enfants. Il dispense de la formation aux avocats sur des sujets tels que l'emprisonnement avec sursis et le régime juridique applicable aux délinquants dangereux et à contrôler et il enseigne à l'École du Barreau du Québec à Sherbrooke. Son intérêt pour les outils informatiques l'amène aussi à dispenser des formations à ses collègues sur la prise de notes avec tablette électronique, ainsi que l'utilisation du Code criminel électronique.



Vincent Denault



Juge Stéphane Godri

14 h 45 à 15 h

**Prix de la SCQ**

15 h à 15 h 30

**Pause santé, visite des kiosques**

15 h 30 à 17 h

## **ATELIERS THÉMATIQUES – BLOC A**

### **Atelier 1**

#### **Justice virtuelle : apports, limites et enjeux**

- ▶ Justice virtuelle : perspectives de juristes québécois
- ▶ Les vidéos comparutions la fin de semaine et les jours fériés
- ▶ L'analyse de la constitutionnalité d'un procès à distance : cas d'un procès pour fraude

### **Atelier 2**

#### **Pratiques et technologies dans le soutien aux victimes**

- ▶ Le CJVAC : une initiative interdisciplinaire en matière de justice pour les personnes victimes d'actes criminels
- ▶ Renouveler les dispositifs de transfert de connaissances criminologiques au service des victimes : l'expérience de la Clinique de cyber-criminologie de l'Université de Montréal

### **Atelier 3**

#### **Pratiques de justice alternative : le pari de la collaboration**

- ▶ Le DPCP et les mesures de justice alternatives
- ▶ Le programme d'accompagnement justice et intervention communautaire
- ▶ PMRG, le pari de la collaboration entre milieux judiciaire et communautaire

### **Atelier 4**

#### **Jeunes et justice : évolution des pratiques**

- ▶ La carrière criminelle de deux générations de québécois : description et enjeux de politique criminelle et de pratique clinique
- ▶ Du juge à l'intervenant judiciaire : la participation des jeunes sous le prisme de leurs interactions avec les professionnel-le-s
- ▶ Transition à l'âge adulte et situations de vulnérabilités : pistes de mise à l'action pour soutenir le désistement du crime de jeunes adultes

### **Atelier 5**

#### **Impact des nouvelles pratiques sur la formation et le soutien des acteurs de justice**

- ▶ L'effet des approches tenant compte des traumatismes en contexte carcéral sur le bien-être des professionnel-le-s
- ▶ La formation des professionnel-le-s à l'aide d'un agent virtuel autonome : une étude exploratoire
- ▶ Les pratiques des intervenants communautaires dans un contexte en changement

17 h à 17 h 30

**Prix du ministre de la Sécurité publique du Québec**

18 h 30 à 20 h 30

**Spectacles et buffet chaud**

# 5

JEUDI OCTOBRE

À partir de 6 h 30

8 h 30 à 10 h

## Déjeuner

### Conférence en plénière

## Technologies dans l'administration de la justice

#### Conférence Projet Geste

Dans le cadre de leur exposé, M. Richard Laurin et Maître Vincent Martinbeault vous proposeront un bref historique des projets de transformation du DPCP, un survol des travaux et des solutions mises en œuvre ainsi que des enjeux à venir.



M. Richard Laurin

**M. Richard Laurin**, Directeur général associé aux technologies de l'information

Le portfolio de monsieur Laurin est constitué d'un cursus académique et professionnel varié alliant les communications, l'administration et les technologies. Au sein de la fonction publique québécoise, il a mené à terme de nombreux projets technologiques d'envergure et a développé une expertise pointue, lui permettant de diriger avec succès des équipes multidisciplinaires afin d'atteindre des objectifs ambitieux. Il est reconnu pour son leadership, sa rigueur et sa détermination.

Son arrivée à la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP) coïncide avec l'actualisation des solutions technologiques à mettre en œuvre dans le cadre de la transformation du DPCP. Il dirige depuis 2018 les projets visant notamment à doter l'institution de nouveaux systèmes permettant la réception, la gestion et la divulgation numérique des dossiers de poursuite.



M. Vincent Martinbeault

**Maître Vincent Martinbeault**, Directeur adjoint des poursuites criminelles et pénales, Services à l'organisation et transformation numérique.

Admis au Barreau en 1986, M<sup>e</sup> Vincent Martinbeault a commencé sa carrière à titre d'avocat en pratique privée en 1987. En octobre 2001, il se joint à l'équipe du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) du Bureau de St-Jérôme à titre de procureur; il agit essentiellement en poursuite verticale, dans les dossiers de production de cannabis et d'homicide. De juillet 2011 à juillet 2014, il y occupe les fonctions de procureur en chef adjoint, avant de devenir procureur en chef du Bureau du Centre-du-Québec jusqu'en avril 2017. M<sup>e</sup> Martinbeault est alors nommé conseiller spécial à la directrice des poursuites criminelles et pénales. En juin 2017, il accède au poste de directeur adjoint de l'institution. À ce titre, avec la directrice, il dirige les activités liées aux poursuites criminelles et pénales de l'ensemble du territoire québécois. Du 2 février au 21 avril 2021, il agit comme directeur des poursuites criminelles et pénales par intérim.

Depuis l'entrée en fonction de deux nouvelles directrices adjointes en mai 2022, M<sup>e</sup> Martinbeault dirige maintenant l'ensemble des activités liées aux services à l'organisation et à la transformation numérique. Entre 2013 et 2017, il occupe également le poste d'administrateur et ensuite de vice-président de l'Association des procureurs en chef du Québec (APCQ).

## Visioservices en milieu correctionnel : Une technologie au service de la Justice et de la réinsertion sociale

Les visioservices en milieu carcéral sont diversifiés. Ils sont un apport à la justice virtuelle ainsi qu'un soutien aux acteurs de la justice. Ils rendent accessibles les services spécialisés pour les clientèles vulnérables et ils contribuent à la réinsertion sociale par le maintien des liens avec le réseau social et l'accès à des organismes externes. La réalité correctionnelle sera présentée dans le cadre d'un court métrage afin de permettre à l'ensemble de l'auditoire de se situer dans cette réalité autant sur le plan humain que technologique. L'objectif de la communication est de mettre en lumière le virage technologique en milieu carcéral et le travail des équipes.

### **Geneviève Trépanier**

Madame Trépanier est titulaire d'une maîtrise en psychoéducation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Actuellement, elle travaille au ministère de la Sécurité publique et ce, depuis 14 ans. Elle a débuté sa carrière en 2009 en œuvrant à titre d'agente de probation. Au cours des treize années pendant lesquelles elle a occupé ce poste, elle a développé une expertise sur le plan de l'évaluation des besoins d'une clientèle contrevenante diversifiée, mais plus spécifiquement des personnes ayant commis des délits à caractère sexuel.

Motivée par l'idée de mettre à profit ses connaissances et son expérience dans le but d'offrir des services numériques novateurs répondant aux besoins de la clientèle carcérale, elle a intégré l'équipe de la Direction du Développement numérique en 2022. Ainsi, depuis un an, elle s'implique au sein des services correctionnels à titre de conseillère à la modernisation des activités correctionnelles.

### **Orianne Demuyser**

Madame Demuyser est titulaire d'un baccalauréat de l'École de Criminologie de l'Université de Montréal. Elle travaille au ministère de la Sécurité publique depuis maintenant 13 ans. Elle a débuté son parcours professionnel avec une orientation clinique en tant qu'agente de probation à l'Établissement de détention de Montréal, puis agente de liaison aux services externes de l'Institut national de psychiatrie légale de Montréal. Forte de cette expérience de 8 ans et attirée par l'analyse des procédures de travail et la quête de solutions innovantes, elle s'oriente finalement dans la logistique et le développement organisationnel.

Alors qu'elle occupait un poste de chargée de projet à la Direction des services de transports et comparutions de Montréal, en décembre 2021, elle se lance un nouveau défi à la direction du Développement numérique correctionnelle en tant que conseillère à la modernisation des activités correctionnelles.

### **Pause santé et visite des kiosques**

10 h à 10 h 30

**Conférence en plénière****Technologies dans la justice et vulnérabilités, évolution et modernisation des pratiques****Dr Ivan Zinger, enquêteur correctionnel**

Le Dr Ivan Zinger a obtenu son diplôme en *common law* de l'Université d'Ottawa en 1992 et a effectué son stage à la Cour fédérale du Canada. En 1999, il a obtenu un doctorat de l'Université Carleton (Ottawa) en psychologie du comportement criminel. Il est professeur auxiliaire à la faculté de droit de l'université Carleton. Le Dr Zinger s'est joint à la fonction publique du Canada en 1996. Il a occupé divers postes de direction, de politique et de recherche dans des agences et ministères fédéraux liés à la sécurité publique. En 2004, il a rejoint son employeur actuel, le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) (ombudsman des prisons fédérales), et en 2009, il en est devenu le directeur exécutif et avocat général. Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Dr Zinger a été nommé enquêteur correctionnel du Canada en vertu de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, et, le 1<sup>er</sup> janvier 2023, son mandat a été renouvelé pour cinq ans.

Au fil des ans, le Dr Zinger a développé une expertise en matière de droit national et international des droits de la personne en milieu carcéral. Ses publications universitaires sont importantes et comprennent des articles sur une variété de sujets, notamment la surveillance des prisons, l'éthique, les délinquants dangereux, le traitement correctionnel, le diagnostic de la psychopathie, la libération conditionnelle, l'isolement pénal et l'incidence des mesures de lutte contre la criminalité sur les services correctionnels.

En 2017, le Dr Zinger a lancé le Réseau d'experts sur la surveillance externe des prisons et les droits de la personne, sous la gouvernance de l'Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires (International Corrections and Prisons Association; ICPA). La mission du réseau est de « Partager les informations, les meilleures pratiques et les enseignements tirés sur un contrôle externe efficace des prisons et renforcer l'ouverture, la transparence et la responsabilité des autorités pénitentiaires. ».

**Madame Johanne Beausoleil, directrice générale, Sûreté du Québec**

Madame Johanne Beausoleil cumule plus de 30 ans d'expérience dans le domaine de la sécurité publique, dont 25 ans en gestion. Elle a œuvré plusieurs années au sein du milieu policier, soit au sein de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Ville de Montréal. Elle a été nommée directrice générale de la Sûreté du Québec en février 2022. Elle est ainsi devenue la première femme à diriger le corps de police provinciale du Québec et la troisième civile à tenir ce poste depuis l'avènement de la Sûreté du Québec moderne (1960).

Titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique, madame Johanne Beausoleil détient également un certificat en sciences politiques de l'Université de Montréal et des attestations d'études en technique d'entrevues et d'interrogatoires (École nationale de police du Québec), en « porte-parole des relations avec les médias » (École nationale d'administration publique) ainsi qu'en sciences politiques (Université de Montréal). Elle a également participé au programme de relève de gestion du gouvernement du Québec offert par l'École nationale d'administration publique.

**Dîner style buffet**

## **ATELIERS THÉMATIQUES – BLOC B**

### **Atelier 6**

#### **Évolution des pratiques en matière de violence sexuelle et conjugale**

- ▶ Bracelets anti-rapprochement
- ▶ Justice réparatrice et violences sexuelles : retour sur 6 années de pratiques
- ▶ L'utilisation des nouvelles technologies en contexte de violence conjugale

### **Atelier 7**

#### **Interventions auprès des Premières Nations**

- ▶ L'apport central des initiatives culturellement ancrées et sécurisantes dans la guérison des Premières Nations et Inuit judiciairisés
- ▶ Penser l'intervention auprès des autochtones à partir de leurs besoins : les apports du Programme Horizon
- ▶ L'accompagnement des Premières Nations et Inuits judiciairisés : rôle des organisations et des intervenants autochtones

### **Atelier 8**

#### **Les caméras corporelles au service de la justice**

### **Atelier 9**

#### **Stratégies collaboratives entre les services en dépendances et les services correctionnels**

- ▶ Les personnes judiciairisées et présentant un trouble d'usage de substances : comment mieux intervenir ensemble auprès d'elles ?

### **Atelier 10**

#### **Communications, expériences et engagement : l'influence des perceptions dans la représentation de la justice**

- ▶ L'importance des communications publiques et numériques au DPCP
- ▶ IQAJ : une mesure d'accès à la justice basée sur les attentes et les expériences des citoyens
- ▶ Transformation des réalités policières : le cas du désengagement des forces de l'ordre.

### **Pause santé et visite des kiosques**



15 h 30 à 17 h 30



Pierre Gince



Jean-François Dumas

17 h 30 à 19 h

19 h à 22 h

## Plénière

Confiance des citoyens, reddition de comptes et médias sociaux :

Table ronde journalistes et spécialistes des médias : Pierre Gince, Spécialiste de l'analyse du contenu des médias, président-fondateur de Mesure Média depuis 2015, Jean-François Dumas, président et fondateur d'Influence Communication

Autres invités à confirmer.

**Pierre Gince** est un stratège en communication depuis le milieu des années 80. Spécialiste de l'analyse du contenu des médias depuis bientôt trente ans, il est le président-fondateur de Mesure Média depuis 2015. Monsieur Gince a co-écrit Robert Bourassa et nous, René Lévesque et nous, Félix Leclerc et nous et Guy Lafleur et nous.

**Jean-François Dumas** est président et fondateur d'Influence Communication. Il œuvre dans le domaine depuis plus de 30 ans. Il a enseigné et donné des conférences dans plusieurs universités depuis 1991. Il a notamment enseigné les relations publiques à l'ÉNAP et il a mis sur pied les premiers services automatisés de surveillance médias au sein du gouvernement canadien en 1994.

Il a été conférencier invité à NewsXchange 2007 et 2008 qui réunissaient à Berlin et à Valence les principaux télédifuseurs du monde entier. En mai 2008, il a été conférencier au Arab Broadcast Forum, à Abu Dhabi. À l'automne 2013, il a été invité en Afrique du Sud pour livrer les conclusions d'une analyse sur l'impact de la Coupe du monde 2010 sur les perceptions médiatiques aux États-Unis et en Europe.

**Monsieur Abdellah EL Mzem**, conseiller expert de la directrice générale et cadre expert en gouvernance, Sûreté du Québec et chargé de cours à l'Université de Montréal en relations publiques, animera une table ronde, entouré de journalistes chevronnés et spécialistes des médias qui discuteront entre autres de l'influence des médias sociaux dans la confiance des citoyens, notamment dans les affaires judiciaires au Québec. Des réflexions enrichissantes, des discussions animées et des points de vue diversifiés seront au rendez-vous !

## Période libre

## Cocktail dansant

**6** VENDREDI OCTOBRE

À partir de 6 h 30

8 h 30 à 10 h

## Déjeuner

## ATELIERS THÉMATIQUES – BLOC C

### Atelier 11

#### Les accompagnements à la Cour

- ▶ Judiciarisation en contexte de santé mentale
- ▶ Le Programme Témoins vulnérables, une initiative du Réseau des CAVAC
- ▶ Accompagner l'enfant victime de violence sexuelle

### Atelier 12

#### Approches innovantes en milieu carcéral

- ▶ Il y a une technologie pour ça : trouver un compromis entre sécurité et dignité dans les institutions correctionnelles
- ▶ Sortir du cadre : l'utilisation de stratégies innovantes auprès d'une clientèle à besoins élevés au sein du Service correctionnel du Canada

### Atelier 13

#### Partenariats socio-judiciaires et justice des mineurs

- ▶ Justice des mineurs au Québec : 20 ans d'un partenariat unique entre justice et santé
- ▶ La fugue en centre de réadaptation : un projet de rapprochement entre le milieu institutionnel et communautaire

### Atelier 14

#### Interventions et retour en communauté

- ▶ Accompagner les populations vulnérables à leur sortie de prison : les agents d'intégration sociale
- ▶ Adaptation à la liberté
- ▶ Le sens et les effets de l'éducation en prison : perspectives d'apprenants incarcérés dans les prisons provinciales du Québec

### Atelier 15

#### Erreurs judiciaires, confiance du public et médias

- ▶ Projet Innocence : un aperçu des erreurs judiciaires
- ▶ Les impacts de la couverture médiatique des homicides
- ▶ Les erreurs judiciaires : la confiance des citoyens et médias sociaux

### Atelier 16

#### Quand punir ne suffit pas

## Pause santé et visite des kiosques

10 h à 10 h 30

10 h 30 à 10 h 45

10 h 45 à 12 h 15



Mme Michèle Audette

## Prix de la SCQ et prix de la Revue Criminologie

### Plénière

## Réponses aux situations de vulnérabilité

**Mme Michèle Audette**, sénatrice du Canada, leader autochtone reconnue

Née d'un père québécois et d'une mère innue, Mme Audette est originaire de la communauté innue de Uashat mak Mani-Utenam au Québec. Elle joue un rôle clé dans la transformation des rapports entre les peuples autochtones et la société québécoise et canadienne depuis les années 1990. À seulement 27 ans, elle a été élue présidente de l'association Femmes autochtones du Québec. En 2004, elle a été nommée sous-ministre associée du Secrétariat à la condition féminine du Québec. Elle a servi à titre de présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada de 2012 à 2015. En 2015, elle a aidé à la création d'un programme innovateur de deuxième cycle en administration publique autochtone pour l'École nationale d'administration publique.

Mme Audette a été nommée parmi les cinq commissaires chargés de mener l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Depuis 2019, elle occupe le poste d'adjointe au vice-recteur aux études et aux affaires étudiantes et de conseillère principale à la réconciliation et à l'éducation autochtone de l'Université Laval.

En reconnaissance de ses contributions importantes, Mme Audette a reçu le Prix Femmes de mérite 2018 dans la catégorie Prix Inspiration de la Fondation Y des femmes de Montréal, le titre Femme de l'année du Conseil des femmes de Montréal en 2014 et la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II en 2012. L'Université de Montréal lui a également conféré un doctorat honoris causa afin de souligner l'envergure de son engagement pour la cause des femmes autochtones et son inépuisable travail pour la réconciliation entre les peuples.

Mme Audette a fait des études en arts visuels à l'Université du Québec à Montréal et en enseignement des beaux-arts à l'Université Concordia.

**Mme Karine Gentelet**, professeure agrégée au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais.

Mme Gentelet fut titulaire de la Chaire justice sociale et intelligence artificielle (Abéona -école normale supérieure - OBVIA) de 2020 à 2022. Ses intérêts de recherche et ses publications portent sur l'usage des technologies numériques et l'intelligence artificielle pour améliorer la justice sociale, la reconnaissance des droits et notamment des Peuples autochtones, l'éthique de la recherche en contexte autochtone et la responsabilité sociale des chercheurs.

Elle est également fortement engagée dans le mouvement des droits humains au Québec, au Canada et à l'international depuis 2007.



Mme Karine Gentelet

12 h 15 à 12 h 30

Vers 13 h

## Mot de clôture de la présidente de la Société de criminologie du Québec

### Visite de l'Établissement Drummond

(Participants inscrits seulement. Voir la programmation détaillée pour les informations).

**Formation/accréditation :** Les heures de présence au congrès pourraient être reconnues par votre ordre professionnel en tant que formation continue. Prenez note que vous recevrez votre attestation de présence au maximum 30 jours après la tenue du congrès.

**Programmation :** Veuillez noter que le comité organisateur se réserve le droit d'annuler un atelier par manque d'inscription de la part des participants. Veuillez également noter que pour des raisons exceptionnelles, la programmation pourrait être sujet au changement.

**Inscriptions :** Afin de maximiser vos chances d'assister à vos ateliers préférés, ne tardez pas à vous inscrire ! Tous les participants auront à choisir leurs ateliers en fonction de leur préférence (1<sup>er</sup> choix, 2<sup>e</sup> choix et 3<sup>e</sup> choix). Vous recevrez la confirmation de vos choix quelques semaines avant la tenue du congrès.

**Les places sont limitées. Faites vite !**

Nous sommes aussi heureux de vous annoncer que la Société de criminologie du Québec organise un congrès sans papier. Aucun document ne sera fourni sur place.

## LES TARIFS

Les frais d'inscription comprennent l'accès aux conférences plénières, aux ateliers du congrès, un cocktail gratuit le 4 octobre et un le 5 octobre, les repas du mercredi soir, du jeudi midi, du jeudi soir, les pauses santé ainsi que la participation aux animations prévues.

Pour vous inscrire, vous devez vous rendre sur le site de la Société de criminologie du Québec, au : [societecrimino.qc.ca](http://societecrimino.qc.ca), dans la section Événements – Événements à venir ou sur notre page d'accueil.

Tarifs	
Tarif membre régulier	435 \$
Tarif membre étudiant ou retraité	175 \$
Tarif non-membre régulier	485 \$
Tarif non-membre étudiant ou retraité	250 \$
Tarifs journaliers *	
Tarif à la journée membre régulier	200 \$
Tarif à la journée membre étudiant ou retraité	125 \$
Tarif à la journée non-membre régulier	225 \$
Tarif à la journée non-membre étudiant ou retraité	200 \$

\*Pour les tarifs journaliers : Les participants qui souhaitent bénéficier du tarif journalier doivent écrire un courriel à l'adresse suivante : [dg.societecriminologie@hotmail.com](mailto:dg.societecriminologie@hotmail.com), en indiquant votre nom, votre numéro de téléphone et les meilleurs moments pour vous joindre. Nous vous contacterons dans les meilleurs délais possibles.

**Politique de remboursement :** Remboursement total possible avant le 23 août 2023. Veuillez nous contacter au : [dg.societecriminologie@hotmail.com](mailto:dg.societecriminologie@hotmail.com). Veuillez prévoir un délai de deux semaines ouvrables pour le remboursement de votre billet.

Autrement, il est possible de transférer l'inscription à un autre participant, sans frais. Pour toute demande de transfert d'inscription, veuillez écrire un courriel à l'adresse suivante en mentionnant votre nom et les informations du participant remplaçant (nom, prénom, courriel, numéro de téléphone) : [dg.societecriminologie@hotmail.com](mailto:dg.societecriminologie@hotmail.com). Transfert d'inscription possible jusqu'à une semaine avant la tenue de l'événement.

## HÉBERGEMENT

- Le Victorin à Victoriaville et Quality Inn à Victoriaville.
- La date limite de réservation des chambres est le 4 septembre 2023 afin de pouvoir bénéficier des prix indiqués. Après cette date, les réservations seront confirmées selon les tarifs applicables.

## TARIFS DES CHAMBRES (INCLUT DÉJEUNER)

Type de chambres	Tarif occupation simple	Tarif occupation double
Chambre régulière 2 lits queen	141 \$	80 \$ par personne
Suite	141 \$	80 \$ par personne
Suite Junior	141 \$	80 \$ par personne

### Hébergement suggéré :

- Le Victorin à Victoriaville et Quality Inn à Victoriaville.
- Prix par nuit d'hébergement, en chambre régulière. Chaque nuit comprend le petit déjeuner complet, accès aux installations récréatives (spa, sauna), internet haute vitesse et stationnement gratuit.
- Tarifs : 141,00 \$ en occupation simple, 160,00 \$ en occupation double (chambre régulière, par nuit, taxes en sus : TPS, TVQ et taxe d'hébergement).
- La date limite de réservation des chambres est le 4 septembre 2023 afin de pouvoir bénéficier des prix indiqués. Après cette date, les réservations seront confirmées selon les tarifs applicables.
- Les chambres seront disponibles à partir de 16 h le jour de l'arrivée et devront être libérées à 12 h le jour du départ.
- Pour plus de détails, visitez les sites web respectifs de l'hôtel ou contactez un membre du personnel : [hotellvictorin.com](http://hotellvictorin.com), [qualityinnvictoriaville.com](http://qualityinnvictoriaville.com)

### Réservations individuelles :

Pour effectuer leur réservation, les participants doivent communiquer directement avec l'hôtel Le Victorin :

- Téléphoner au numéro sans frais de l'hôtel : 1-800-563-0533 ou le 1-819-758-0533, et ce, 30 jours avant l'évènement
- S'identifier au nom du groupe Société Crimino et la date d'arrivée le 4 octobre 2023
- Les réservations doivent être garanties avec un numéro de carte de crédit.
- Aucune annulation de chambre individuelle ne sera acceptée à moins de quarante-huit (48) heures de la date d'arrivée
- Veuillez prendre note que le nombre de chambres à l'Hôtel le Victorin est limité. L'hôtel le Victorin vous avisera s'il n'y a plus de chambre disponible et pourra vous réserver une chambre au Quality Inn.

Le Congrès 2023 de la Société de criminologie du Québec est possible grâce à l'engagement de différents acteurs du milieu de la justice, qui se sont impliqués dans notre comité organisateur.

## MEMBRES DU COMITÉ ORGANISATEUR

### Société de criminologie du Québec

- Mme Virginie Asselin Maher, directrice générale
- Mme Jocelyne Rancourt, adjointe à la directrice générale
- Mme Hélène Simon, vice-présidente du CA

### Milieu de la Justice

- Me Marie-Pier Boulet, présidente de l'Association québécoise des avocats de la défense
- Me Anny Bernier, directrice adjointe des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

### Milieu de la Sécurité publique et des services correctionnels

- Mme Lucie Léonard, Directrice, Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités
- Mme Nancy Poirier, Enquêtrice Nationale- Division des enquêtes sur les incidents, SCC
- Mme Stéphanie Fradette, conseillère, Direction des programmes, Ministère de la Sécurité publique du Québec
- Mme Christine Desjardins, conseillère en recherche, Direction générale adjointe de la modernisation et de la performance correctionnelle, Ministère de la Sécurité publique du Québec

### Milieu policier

- Monsieur Abdellah El Mzem, Conseiller expert de la directrice générale, cadre expert en gouvernance Responsable - Management du risque, Sûreté du Québec

### Milieu universitaire et recherche

- Mme Marion Vacheret, présidente de la Société de criminologie du Québec, Professeure titulaire, École de criminologie de l'Université de Montréal, chercheure pour le Centre de Recherche en Droit Public (CRDP), Université de Montréal
- Mme Amélie Couvrette, Professeure agrégée, Responsable du Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en criminologie clinique, Département de psychoéducation et de psychologie Université du Québec en Outaouais
- Mme Denise Michelle Brend, PhD, professeure adjointe, École de travail social et de criminologie, Université Laval
- M. Philippe Boucher, étudiant, École de criminologie de l'Université de Montréal
- Mme Emma Bêty, étudiante, Université Laval, Chaire de recherche en réinsertion sociale des personnes contrevenantes

### Milieu communautaire

- Mme Anne-Ophélie Robillard, coordonnatrice, Association des services de réhabilitation sociale du Québec
- M. Pierre Lainé, Directeur adjoint - Coordonnateur Services d'accompagnement, Services parajudiciaires autochtones du Québec

---

Veillez prendre note que nous offrons de la visibilité à des kiosques qui correspondent aux valeurs de la SCQ. Si vous souhaitez bénéficier d'un espace promotionnel, veuillez nous contacter au [dg.societedecriminologie@hotmail.com](mailto:dg.societedecriminologie@hotmail.com) afin de connaître nos conditions en matière de visibilité.